

# American Journal of International Relations (AJIR)



**Ordre et désordre en Afrique des Grands Lacs: Une  
Approche Dyadique Wazalendo-Alliance Fleuve Congo**


**Oder and Disoder in Great lakes Africa: A dyadic  
Approach Wazalendo-Congo River Alliance**

*Kayembe Ngubo Emmanuel & Kadony Mamboka Douceur*



# Ordre et désordre en Afrique des Grands Lacs: Une Approche Dyadique Wazalendo-Alliance Fleuve Congo

## Oder and Disorder in Great lakes Africa: A dyadic Approach Wazalendo-Congo River Alliance

 Kayembe Ngubo Emmanuel<sup>1</sup> & Kadony Mamboka Douceur<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Docteur en Relations Internationales, Université de Lubumbashi

<sup>2</sup>Chef de Travaux à l'Université de Lubumbashi, Département des Relations Internationales Enarque et Administrateur Civil



*Article history*

*Submitted 06.01.2024 Revised Version Received 10.02.2024 Accepted 13.03.2024*

### Résumé

En parcourant les prémisses et l'évolution des conflits armés en République Démocratique du Congo, nous constatons que les causes des conflits armés remontent de la colonisation et s'amplifient par des ferments récents à l'instar des élections, la mauvaise gouvernance, la pauvreté, l'exploitation illicite des ressources naturelles et la faillite de l'Etat. Face à l'échec des mécanismes juridiques et opérationnels de rétablissement de la paix, et la montée en puissance du Mouvement du 23-Mars, les milices qui auparavant combattaient l'armée régulière se sont joint à l'effort du gouvernement central pour combattre le M23. Le focus de l'actualité nationale est basé sur les Wazalendo une milice désormais considérée comme mouvement d'autodéfense. Cependant, la crainte que nous soulevons dans ce travail, est celle de la répétition de l'histoire. En

effet, les alliés d'hier sont les ennemis d'aujourd'hui et l'allié d'aujourd'hui risquerait d'être l'ennemi de demain

De l'autre côté, la naissance de la nouvelle rébellion menée l'Alliance du Fleuve Congo soulève de crainte sur le devenir de la RDC. La probable victoire de l'AFC serait la conséquence directe des frustrations existantes tant dans la sphère politique du régime que dans le milieu sécuritaire. Une négociation entre le gouvernement congolais et l'AFC serait l'issue la moins coûteuse et moins problématique pour le rétablissement de la paix. Mais dans ce cas, il s'agira de réitération de l'histoire de l'AFDL de LD. Kabila.

**Mots clés:** Conflit armé- Wazalendo- Alliance du Fleuve Congo- causes des conflits-RDC

### Abstract

By exploring the premises and the evolution of armed conflicts in the Democratic Republic of Congo, we note that the causes of armed conflicts go back to colonization and are amplified by recent ferments such as elections, bad governance, poverty, the illicit exploitation of natural resources and the bankruptcy of the State. Faced with the failure of legal and operational mechanisms for restoring peace, and the rise in power of the March 23 Movement, the militias who previously fought the regular army joined the central government's effort to fight the M23. The focus of national news is based on the Wazalendo, a militia now considered a self-defense movement. However, the fear that we raise in this work is that of the repetition of history.

Indeed, yesterday's allies are today's enemies and today's ally risks being tomorrow's enemy.

On the other hand, the birth of the new rebellion led by the Congo River Alliance raises fears about the future of the DR Congo. The probable victory of the AFC would be the direct consequence of existing frustrations both in the political sphere of the regime and in the security environment. A negotiation between the Congolese government and the AFC would be the least costly and least problematic outcome for the restoration of peace. But in this case, it will be a reiteration of the history of the AFDL of LD. Kabila.

**Keywords:** Armed Conflict- Wazalendo- Congo River Alliance- Causes of Conflicts-DR Congo

## 1.0 INTRODUCTION

Déjà en 2005, à côté de la Tchétchénie, la Palestine, l'Irak et de la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo (RDC) a été parmi les pays notoirement en conflit. De nos jours encore l'embellie sécuritaire tarde à venir et l'insécurité en RDC ne cesse de prendre des allures inquiétantes et des figures variées. Scandale géologique, comme tout le monde ne cesse de la qualifier, ce pays regorge d'immenses richesses qui seraient à la base de l'économie de guerre.

La chronologie des conflits armés en RDC révèle que de 1996 à 2003, la quasi-totalité des pays de la région intervenaient militairement dans ce pays pour divers motifs. Mais dans le fond les intérêts économiques et leadership régional justifiaient ces interventions. Dans ce sens, les deux principales rébellions congolaises connues, avec un appui manifeste des pays voisins, sont le Mouvement de Libération du Congo (MLC), soutenus par l'Ouganda, et le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) soutenu par le Rwanda, qui administrera, à la suite d'un redécoupage territorial, la zone du Nord-Kivu, convoitée pour ses richesses minérales et foncières (Cyriac, 2021). Le gouvernement de la RDC à son tour avait armé des milices d'autodéfense à l'occurrence les Mai-Mai, et les FDLR (rebelles hutus rwandais) pour lutter contre les rebelles.

En effet, ce rappel historique est pertinent dans la compréhension des antécédents du conflit armé actuel qui oppose l'armée régulière congolaise au M23 qui serait soutenu encore par le Rwanda soit encore l'Alliance du Fleuve Congo (AFC). Et le gouvernement serait cette fois entrain de soutenir un nouveau mouvement d'autodéfense connu sous le nom de Wazalendo. Visiblement l'histoire des conflits armés congolais serait un éternel recommencement avec des acteurs différents sous un même fond.

Les conséquences des conflits armés en RDC ne sont plus à démontrer. L'aggravation de la faillite de l'Etat, exploitations illicites de ressources naturelles, dégradation de l'environnement, pertes importantes en vies humaines, viol des femmes, etc... Au niveau de la région des Grands Lacs d'Afrique, « (...) la contagion s'explique du fait que la contiguïté territoriale rend les États plus vulnérables dans le cas de l'émergence d'un conflit dans leur proximité immédiate. Paul Diehl a découvert que, même si ce n'est pas une condition suffisante, la contiguïté est nécessaire pour que les disputes entre deux États se transforment en guerre. Most et Starr ont aussi confirmé l'hypothèse suivant laquelle un conflit à l'intérieur d'un État augmente la probabilité que ses voisins soient également impliqués dans ce conflit ». La contiguïté est un facteur important dans la diffusion des conflits inter et intra-étatiques, car elle pose une menace tout en offrant en même temps de nouvelles opportunités aux pays voisins. Ceux-ci sont plus menacés par la contagion qu'un autre lieu dans le monde, mais en même temps, ils peuvent profiter de ce conflit pour concevoir une stratégie de diffusion qui appuie leurs intérêts propres (Oana T., 2006).

Dans ce même registre, nous déduisons que « (...) l'impact déterminant des alliances de convenance dans un contexte où les frontières sont poreuses et où les acteurs suivent la logique de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». La désintégration de l'Etat ouvre la porte à des intérêts locaux et régionaux, publics et privés très divers, voir même contradictoires. Un tel contexte favorise la privatisation de la violence publique et remet en question l'intégrité territoriale des Etats » (F. Reyntjens, 2012).

La récente réapparition du Mouvement du 23 Mars (M23) en Janvier 2021, après un aussi longue période d'hibernation, a marqué un recommencement de l'histoire tragique des conflits armés en RDC. En 2022, le M23 ont mené des offensives jusqu'aux portes de la ville de Goma. Cette



situation a suscité un sentiment d'indignation conduisant les mouvements d'autodéfense communément appelé Wazalendo<sup>1</sup> à reprendre les armes pour combattre le M23. D'un autre côté, l'ancien président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé une nouvelle rébellion en formant la coalition qui regroupe plusieurs mouvements politico-militaires afin de conquérir le pouvoir pour « restaurer la paix ».

Cette recrudescence des forces négatives dans la région des Grands Lacs d'Afrique a eu tout son sens suite aux trois erreurs stratégiques commises par le Président Félix Antoine Tshilombo qui sont : (1)Se rapprocher du Groupe M23 ; (2)Adhérer à East African Community ;(3)Mettre du temps pour réorganiser les FARDC en termes d'équipement pour optimiser l'armée nationale (Kayembe Ngubo, 2023) .

Dans cet ordre et désordre qui écument la région des Grands Lacs d'Afrique, l'intervention des Wazalendo aux côtés de l'armée régulière congolaise et le lancement de la nouvelle rébellion de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC) : Comment la présence de Wazalendo et de l'Alliance Fleuve Congo constitue-t-elle une menace à la paix et la sécurité régionale ? Telle est la question principale à laquelle cette réflexion tente d'apporter des réponses.

Ces deux mouvements armés entretenus par une puissance régionale bien identifiée et le régime de Kinshasa sont porteurs d'une violence destructrice pour les Etats de la région des Grands Lacs d'Afrique en général et de la République démocratique du Congo en particulier.

Dans une de ses publication Patrick Chabal a estimé que, « (...) quelles que soient les modalités concrètes de l'écroulement d'un système préexistant, il est évident que la violence tend à se déchaîner dans ce genre de configuration. Lorsque les pays concernés sont dotés de ressources militaires non négligeables, la guerre peut prendre une tournure assez conventionnelle. Mais lorsque les antagonistes ne disposent pas d'armement très efficace et sophistiqué, le recours à la terreur la plus sordide s'impose souvent, avec son cortège d'horreurs (enrôlement forcé d'enfants appelés à combattre, torture et mutilations de civils, etc.) » (Patrick Chabal, 1999).

Il est établi, au regard des performances sur le champ de bataille, nous estimons que l'intervention des Wazalendo est perçue comme une opportunité de rétablissement de la paix en RDC. Cependant, dans le long terme, ce mouvement d'autodéfense serait une menace latente pour la RDC. S'agissant de l'AFC, elle est loin d'être une voie de rétablissement de la paix durable en RDC car, cette alliance regorge en son sein le M23. Ce dernier est soutenu par le Rwanda. En cas de victoire, il est possible que l'on assiste à une reproduction de l'histoire de l'AFDL de Laurent Desiré Kabila.

La démonstration de cette conjecture reposera sur la méthode géopolitique sur un fond historique non négligé. Nous accordons à la technique documentaire une importance de premier plan pour la collecte des données de cette réflexion.

### **Prémises et évolution des conflits armés en RDC**

Plusieurs causes peuvent justifier la recrudescence des conflits armés en RDC. À titre indicatif nous pouvons citer la mauvaise gouvernance, la faillite de l'Etat, la détérioration des conditions

---

<sup>1</sup> Le concept Wazalendo signifie étymologiquement en swahili « patriotique ». Les groupes d'auto-défenses populaires qui font de la résistance patriotique à l'Est de la République du Congo contre la présence des troupes rwando-ougandaise et la milice tutsie.

socioéconomiques, la corruption, la convoitise par les pays voisins de scrupuleuses ressources naturelle, etc. Ces causes peuvent être regroupées en deux catégories : les causes lointaines et les causes récentes.

### **Ferments lointains des conflits armés en RDC**

En parcourant l'histoire des conflits armés en RDC, nous nous rendons vite compte que la cause de ceux-ci remonte de la colonisation. Le RDC, le Rwanda et le Burundi sont les produits de la colonisation belge jusqu'en 1960. Le Rwanda et la RDC sont peuplés de deux ethnies principales. Les Tutsis, minoritaires, qui ne représentaient qu'environ 20% de la population, et les Hutus, quatre fois plus nombreux. Au Rwanda, la Belgique favorisa les Tutsis, au détriment des Hutus, en leur confiant des responsabilités et en leur offrant des privilèges dans le domaine de l'éducation et de l'église. Ces inégalités vont finir par engendrer des tensions entre Tutsis et Hutus au Rwanda. Des massacres auront lieu épisodiquement et les responsables tutsis vont se réfugier dans les pays voisins, notamment en Ouganda, où ils créent le Front patriotique rwandais (FPR) (Willame,, 1997).

Pendant le génocide, les Hutus au pouvoir ont massacré les civils tutsis et des Hutus modérés tentèrent d'empêcher le FPR de reprendre le pays. A la fin des massacres, plus d'un million de Hutus fuirent le Rwanda par peur des représailles du nouveau pouvoir dominé par les Tutsis revenus à Kigali. Ils traversent la frontière vers le Zaïre (RDC) et s'installent dans des camps au Nord-Kivu, avec la bénédiction du pouvoir de Mobutu (DE Villers, 2006). Mais l'échec du processus de démocratisation initié en 1992 par le régime Mobutu, couplée de la faillite de l'économie et des conditions sociales furent des vecteurs qui détonneront la rébellion menée par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) en 1996 avec comme chef de file Laurent Désiré Kabila. Cette rébellion, appuyé par le Rwanda, a marqué la fin du régime de Mobutu (Kennes, 1997).

Cependant les espoirs de la fin de conflit armé ne dureront pas longtemps. Déjà en août 1998 à 2002, la RDC sera encore secouée par une nouvelle rébellion qui prendra la figure d'une guerre régionale ayant impliqué jusqu'à sept pays. En effet, face à l'hostilité de la population congolaise envers les troupes rwandaises et ougandaises, l'AFDL s'affaiblit et LD Kabila est poussé à se défaire de ses alliés (Prunier, 1999). Ce qui a comme conséquence, le déclenchement de la guerre de 1998 Les deux principales rébellions congolaises sont le Mouvement de Libération du Congo (MLC), soutenus par l'Ouganda, et les Tutsis du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) soutenu par le Rwanda (Marriage, 2013). *Les pays impliqués de ces conflits armés essayaient de justifier chacun, suivant les arguments qui lui convenaient, sa présence sur le territoire congolais. Les uns brandissaient des arguments d'ordre sécuritaire, les autres des motivations de stabilité régionale ou de solidarité avec le gouvernement de [LD Kabila] (Tshimpanga, 2008).* En effet, le Rwanda et l'Ouganda, pendant le règne de Mobutu, avaient vu s'accroître dans le pays voisin des menaces à leur sécurité nationale.

De son côté, le gouvernement congolais va armer des milices d'autodéfense, les Mai-Mai, et les FDLR (rebelles hutus rwandais) pour lutter contre les rebelles. Cette situation n'a fait qu'exacerber les conflits armés sur le territoire congolais.

L'assassinat de LD Kabila en 2001 marquera un tournant décisif dans la trajectoire des conflits armés en RDC. Succédant à son père, Joseph Kabila a réussi à fédérer, avec l'aide la communauté internationale, les principaux chefs rebelles pour une transition en 2003 avec quatre vice-présidents,

dont un représentant du RCD et un du MLC. Pour pacifier le pays, le gouvernement de transition va tenter de « brasser » les différents mouvements rebelles au sein de l'armée régulière. Certains chefs rebelles, dont Laurent Nkunda, issu du RCD, refuse de prendre le poste de général ne croyant pas à la volonté de Kinshasa de réformer le pays mettre fin aux discriminations ethniques (Braeckman, 2001). En 2006, se posant en défenseur de la minorité tutsie congolaise, il crée le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). En janvier 2007, il consent d'intégrer ses troupes dans un nouveau processus de brassage à l'armée nationale ce qui lui permet de prendre légalement, en échange, le contrôle de territoires qu'il convoitait.

In fine nous pouvons retenir que les conflits actuels en République démocratique du Congo sont, dans une large mesure, une réincarnation du passé. Cela démontre que les causes structurelles des conflits n'ont jamais été traitées. Ainsi, même les épisodes de paix apparente, notamment sous le régime de Mobutu au cours des années 1970 et 1980, ont été rendus possibles non pas grâce à la réussite d'un processus de paix, mais par une répression du mécontentement de la population.

### **Ferments récents des conflits armés en RDC**

En réalité, les conflits armés actuels en RDC ont comme causes apparentes la contestation du régime suite aux élections à trompe l'œil, la prédation des ressources naturelles et donc une économie de guerre, la faillite de l'Etat, la mauvaise gestion du secteur public, et la pauvreté. Il existe donc une relation de causalité entre ces éléments et les conflits armés en RDC.

### **Relation de causalité entre les élections et les conflits armés en RDC**

La transition qui marqua une relative période d'accalmie en RDC aboutit à l'organisation des élections en 2006 dont le vainqueur était Joseph Kabila. Cependant ce dernier était déjà contesté par certains Congolais en ce qui concerne sa filiation avec Laurent-Désiré Kabila. D'autres le suspectaient d'en savoir un peu plus sur la mort de son père. Cette situation de faiblesse d'unanimité, et de doute en ce qui concerne ses réélections en 2006 et 2011, a donné un ton favorable aux divers mouvements rebelles notamment le M23. Alors que la période électorale de 2011 avait conduit à une baisse de la violence et que les FDLR avait reculé, l'annonce en avril 2012 par Joseph Kabila de sa volonté d'arrêter le General Bosco Ntangada avait déclenché de nouvelles hostilités. En outre, la fracture sociale s'est amplifiée avec les élections de 2018 et de 2023 (Nana Ngassam, 2018). Cette fracture est due aux multiples contestations sur la crédibilité des résultats de ces élections et la légitimité des élus tant pour la présidentielle que pour le législative (Kadony, M., 2020). Dans ce sens, les élections ne signifient plus grand chose aux yeux des citoyens congolais ordinaires, parceque' elles n'offrent pas une représentation fidèle. Elles ne sont pas parvenues à « établir des relations de confiance entre la population et le gouvernement, dans un esprit véritablement démocratique » (Trefon, 2009). En réalité, les conflits armés actuels en RDC ont comme causes apparente la contestation du régime, la prédation des ressources naturelles et donc une économie de guerre, la mauvaise gestion du secteur public, et enfin les élections sont également un facteur de conflit à ne pas négliger.

### **Relation de causalité ente la mauvaise gestion du secteur public et le conflit armé en RDC**

La mauvaise gestion du secteur public a considérablement compromis l'efficacité du gouvernement et a, à plusieurs égards, joué un rôle déterminant dans l'accentuation des risques de conflits. Tout d'abord, elle a réduit la capacité du gouvernement à mettre en place un système de

sécurité cohérent et efficace pour défendre les intérêts de l'État central à l'échelle nationale et internationale.

L'inefficace du gouvernement à formuler des politiques publiques idoines, afin de fournir une infrastructure et des services sociaux, a affaibli la légitimité du pouvoir central aux yeux de la population locale, et a fourni une base aux mouvements d'opposition alimentés par les sentiments d'aliénation, en particulier dans les provinces pourvues en ressources naturelles comme le Katanga, le Nord et Sud Kivu. Les dirigeants de ces provinces se sont opposés à ce qu'ils considéraient comme un transfert à sens unique des ressources des provinces vers le pouvoir central. Cela a fourni une occasion unique de mobiliser l'exaspération populaire contre le pouvoir central. Alors que le sentiment d'aliénation et le mécontentement ont fourni la raison d'être de l'opposition antigouvernementale, l'affaiblissement progressif de la capacité du gouvernement a rendu possible l'évolution des conflits armés. Cet aspect est essentiel pour comprendre.

### **Relation de causalité entre l'exploitation des ressources, la faillite de l'Etat et le conflit armé**

Les ressources naturelles peuvent exposer un pays à un risque élevé de conflits dans le sens où elles alimentent les mouvements sécessionnistes violents. Lorsqu'elles ne sont pas équitablement réparties d'un pays à l'autre, les ressources naturelles peuvent être une source de conflit pour le pays qui en dispose moins ou n'en dispose pas (Le Billon, 2003, Onana, 2023). Elles peuvent également être inégalement réparties au sein même des pays. Sous cet angle elles nourriraient le sentiment sécessionniste au profit des territoires qui en disposent. En outre, les populations vivant dans des régions dotées de ressources peuvent avoir naturellement tendance à revendiquer un droit de propriété exclusif sur ces ressources, en exclusion des autres membres de la société (Hugo, 2009).

Néanmoins, l'abondance de ressources naturelles et leur inégale répartition entre Etat ou au sein du Etat ne suffisent pas pour qu'un pays soit en proie à des conflits. Au Canada et aux États-Unis, les réserves de pétrole se concentrent dans quelques régions, pourtant, ces pays n'ont pas connu de conflits armés liés à cette ressource. Il en est de même du Botswana qui est un pays riche en ressources naturelles, mais le pays affiche une longue histoire de stabilité politique et de solide performance économique.

La vraie question consisterait donc à savoir pourquoi l'abondance des ressources naturelles et l'inégale répartition des celles-ci en République démocratique du Congo sont belligères ? Il y a quatre raisons fondamentales qui permettent d'établir le lien de causalité entre les conflits et les ressources naturelles en République démocratique du Congo. La première raison est liée à l'*inégle répartition des recettes provenant des ressources naturelles*. Cette raison fournit une assise de mécontentement pour les régions dotées de ressources comme le Katanga. D'où la naissance de mouvement indépendantiste comme les *Kata Katanga*<sup>2</sup>. Les provinces dotées voient alors l'État central comme un mécanisme destiné à exploiter leur richesse, sans qu'aucun avantage mesurable ne soit ressenti au niveau local.

La deuxième raison majeure de la République démocratique du Congo est l'ethnicité, qui joue un rôle de facteur mobilisateur dans le cadre des conflits armés en RDC, et notamment des

---

<sup>2</sup> Couper le Katanga. Traduit Littéralement du Swahili, en réalité cette expression est relative à l'auto-détermination du Katanga au mieux « Sécessionniste Katangais ».

mouvements sécessionnistes. La concentration ethnique marquée au sein des régions implique que la répartition régionale des ressources naturelles correspond en fait à une répartition des ressources entre les différents groupes ethniques. Ainsi, les acteurs politiques et certains membres de la société civile alimentent et perpétuent le mécontentement à l'égard de l'État centralisé en revendiquant l'autodétermination ethnique et la défense des intérêts ethniques contre les allogènes (Collier, P., et Hoaffler, 2013). La xénophobie devient une source d'avantage politique pour les politiciens cherchant à consolider leur pouvoir. L'exemple typique est celui de l'éternel conflit Katangais-kasaïens.

La troisième raison est relative à la valeur élevée des ressources naturelle. A titre de rappel, c'est l'augmentation des prix du cuivre et du cobalt a alimenté le mouvement de sécession. De manière similaire, la hausse du prix des matières premières et la découverte de matières à forte valeur, telles que le *coltan*, dans le contexte d'un essor économique mondial ont contribué à alimenter le *nationalisme des ressources* dans les régions riches en ressources, notamment les provinces du Sud et Nord Kivu, le Katanga (Ndikumana et Kisangani, 2005). Les récents conflits en RDC sont une réincarnation des conflits des années 1960 et 1970, à l'exception près que l'environnement géopolitique bien plus complexe rend les conflits actuels plus violents et insolubles (Kennes, 2000). Les guerres des années 1960 et 1970 étaient, dans une large mesure, causées par le nationalisme à l'égard des ressources. Même si les dirigeants des rébellions des régions du Katanga, du Kasaï et de l'Est avaient des positions divergentes de celles des dirigeants nationaux en termes d'orientation idéologique, ce fut la volonté de contrôler les ressources minérales et leur opposition à un transfert à sens unique des richesses de leurs provinces vers la capitale Kinshasa qui alimentèrent les rébellions. La valeur élevée des ressources naturelles a permis aux dirigeants locaux de mobiliser des combattants et de se procurer l'équipement nécessaire pour mener les guerres de Sécession.

La faillite de l'Etat congolais serait la quatrième raison du lien de causalité entre les ressources naturelles et les conflits armés en RDC. Jusqu'ici ce pays n'est pas capable de mater les rébellions et de créer un dispositif de sécurité solide pour les combattre. Il est donc évident qu'un État faible et incapable de fournir les services publics ne peut pas compter sur la loyauté de sa population, y compris de ses services de sécurité. La combinaison d'un État faible et l'abondance de ressources naturelles permet aux agents externes de tirer profit du vide de pouvoir pour exploiter les ressources naturelles. L'insécurité émerge alors, et se poursuit lorsque les différents acteurs luttent pour le contrôle des ressources naturelles et prennent parti dans les conflits internes.

Nous avons tous, qu'il existe une réalité sur la formation de l'Etat « (...) L'apparition de l'[E]tat en Afrique subsaharienne répond à une logique singulière qui échappe à l'historicité des structures politiques dans les sociétés modernes, voire postmodernes. Tandis qu'en Occident l'état repose généralement sur un contrat social, né du besoin des contractants de s'assurer la sécurité nécessaire à leur bien-être et à leur épanouissement, dans le contexte africain il n'est pas né des besoins propres aux populations, mais il est issu d'une conception extérieure, qui fut léguée à la société locale, avec sa nature coercitive. Connaître cet état revient à analyser l'institutionnalisation et désinstitutionnalisation des structures du modèle occidental lors de son transfert en Afrique » (Guy Aundu, 2012).



## **Relation de causalité entre pauvreté et conflit armé en RDC**

Les liens entre le développement social et les conflits vont dans les deux sens. D'un côté, le faible développement social, et plus particulièrement la privation des besoins de base et le manque d'opportunités rémunératrices, génère une aliénation vis-à-vis de l'État. Cela crée un environnement dans lequel il devient relativement facile de mobiliser une rébellion contre le gouvernement. D'autre part, les conflits compromettent le programme de développement national et engendrent une détérioration de la situation sociale. Il est donc important de tenir compte, lors de l'analyse des causes des conflits, de la situation sociale qui prévalait au cours de la période précédant les conflits.

L'impact de décennies de mauvaise gestion économique apparaît dans les niveaux élevés de pauvreté. Les estimations disponibles montrent que plus de trois tiers de la population sont pauvres en termes de revenus. Comme dans d'autres pays d'Afrique, la pauvreté est un phénomène essentiellement rural : les taux de pauvreté sont bien plus élevés dans les villages que dans les centres urbains. Deux problèmes en matière de chômage sont particulièrement importants pour l'analyse de l'environnement ayant mené aux conflits. Le premier est le fort taux de chômage chez les jeunes non qualifiés, lié à la détérioration du système éducatif dans un contexte d'accroissement démographique élevé. Outre le manque de capacité du système éducatif pour répondre aux besoins croissants, certains jeunes furent attirés par des activités rémunératrices alternatives, et plus particulièrement l'extraction artisanale de l'or et des diamants. Ces jeunes congolais sont particulièrement exposés à toutes les formes d'exploitation, y compris lorsque le pays ne faisait pas l'objet de conflits. Le second problème que pose le chômage chez les jeunes est le nombre de plus en plus élevé de diplômés que le marché du travail n'a pas pu accueillir.

Toutes ces raisons sont à la base de la naissance et l'évolution des conflits armés en RDC. Face à l'échec des tentatives de résolution desdits conflits, des mouvements d'autodéfenses ont également vu le jour.

### **Mouvements d'autodéfense dans les tentatives de rétablissement de la paix: regard sur les Wazalendo et l'Alliance du Fleuve Congo**

Face à l'échec des mécanismes juridiques et opérationnels de rétablissement de la paix, et la montée en puissance du Mouvement du 23-Mars, les milices qui auparavant combattaient l'armée régulière se sont joint à l'effort de celle-ci pour combattre le M23. C'est volteface vient après que la RDC ait déclaré l'agression Rwandaise dans sa partie orientale par le canal du M23. Cependant, une question se pose par rapport à la prise en charge de ces milices qui se réclament aujourd'hui groupes d'autodéfense. Qui finance et soutient ces milices en terme des munitions, rations alimentaires et mobilités ?

Le focus de l'actualités nationale est basé singulièrement sur l'un des mouvements d'autodéfense appelé Wazalendo. Cette dénomination littéralement signifie "patriotes" en Kiswahili. Ce mouvement regroupe particulièrement des jeunes dans presque chaque localité du Nord-Kivu depuis la résurgence de la rébellion du M23 en 2022.

### **Wazalendo: entre milice et mouvement d'autodéfense**

Il est difficile de cerner la vérité sur le statut réel de Wazalendo. Est-ce une milice ou un mouvement d'autodéfense comme le commun mortel le désigne. D'aucuns estiment que c'est dans le contexte de la lutte pour "libérer" leurs territoires des mains des groupes armés "étrangers"

comme le M23 que les groupes armés congolais ont adopté l'étendard des Wazalendo ou "vrais patriotes" pour obtenir la légitimité et mieux se positionner en vue d'une intégration possible dans les FARDC à l'avenir. Sous cet angle, il est risqué de considérer ce mouvement comme étant un mouvement d'autodéfense.

D'ailleurs en 2022 le président Félix Tshisekedi aurait lancé un appel pour que les jeunes femmes et les jeunes hommes s'organisent en des « groupes de vigilance » et soutiennent les FARDC contre le M23. Le 3 septembre 2023, un décret du gouvernement de la RDC a légalisé la présence des milices au sein des FARDC, ce qui a créé une coalition anti-M23 incluant aussi la Force de défense nationale du Burundi et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), groupe rebelle surtout composé de Hutus et lié au génocide rwandais de 1994.

Les FARDC nient qu'elles travaillent avec les FDLR, mais le rapport des experts de l'ONU a expliqué en détail les lignes de bataille à la mi-décembre 2023 : « Les combats intenses ont repris entre le M23, soutenu par la Force de défense du Rwanda, et les FARDC, soutenues par les [Wazalendo], les FDLR, les sociétés militaires privées et les soldats du Burundi. » (ADF, 2024).

Les prouesses réalisées par les Wazalendo sur le champ des opérations ont accru sa popularité et son enthousiasme auprès de la population qui voit en lui une solution pour le rétablissement de la paix et l'anéantissement de l'ennemie. Cependant, la crainte que nous soulevons dans ce travail, est celle de la répétition de l'histoire. En effet, les alliés d'hier sont les ennemis d'aujourd'hui et l'allié d'aujourd'hui risquerait d'être l'ennemie de demain.

Les leaders congolais de tout le temps sont caractérisés par l'inconstance, le manque d'honneur à la parole donnée. Il est possible qu'il puisse exister des accords secrets entre les Wazalendo et le gouvernement congolais. Si ces accords ne sont pas respectés dans la suite de temps, les Wazalendo seront à nouveau diabolisés et considérés comme ennemi du peuple. Cette situation sera à la base du renouvellement du cycle de violence en RDC.

### **Alliance Fleuve Congo: une rébellion pour le rétablissement de la paix?**

Il sied de rappeler que Corneille Nangaa était un potentiel candidat à la présidence de 2023. Ses propos à caractère menaçant à l'endroit du régime Tshisekedi lui a poussé à l'exil. C'est dans la capitale kenyane que Corneille Nangaa avait annoncé la création de « l'Alliance du Fleuve Congo ». Par la création de cette structure de rébellion, Cet ancien président de la CENI en 2018 estime vouloir « sauver la Nation congolaise en danger et restaurer la dignité du Congolais ». Selon Corneille Nangaa son action aurait aussi pour but « d'en finir définitivement avec l'insécurité généralisée, les tueries et massacres massifs des populations ainsi que les idéologies génocidaires véhiculées par les forces négatives alliées au régime de Kinshasa ».

Corneille Nangaa soutient l'idée selon laquelle la recrudescence des conflits armés à l'Est de la RDC s'est maintenue grâce « à la faiblesse sinon à l'absence de l'Etat », aussi parce que « le régime de Kinshasa a fait le choix délibéré de sous-traiter la Sécurité nationale en utilisant la guerre comme un fonds de commerce, sacrifiant les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) au profit des mercenaires étrangers et des Forces négatives qui écument l'Est du pays y semant mort et désolation ».

En effet la majorité des composantes de cette alliance, ont une assise territoriale dans les trois provinces minées par l'insécurité dans l'Est du pays, notamment l'Ituri, le Nord Kivu et le Sud Kivu. L'attelage qui compose cette nouvelle alliance est des plus hétéroclites. Corneille Nangaa

affirme avoir été rejoint par 15 partis politiques, 23 mouvements citoyens et 41 structures de la société civile, sans en citer les noms « pour raisons de sécurité ». Mais ce qui a attiré l'attention, et l'inquiétude, de tous les observateurs, ces sont les nombreux groupes armés qui composent l'aile militaire de la plateforme.

L'alliance compte dans ses rangs des mouvements politico-militaires, comme le M23 contre qui Kinshasa se bat, et qui le considère comme groupe terroriste « soutenu par le Rwanda ». Le M23 est actuellement le groupe armé le plus puissant qui sévit dans l'Est congolais et qui contrôle de nombreuses localités des territoires du Masisi, du Rutshuru et du Nyiragongo. On note aussi comme alliés de l'AFC, le groupe Zaïre, qui selon l'Onu, a continué ces dernières années à se transformer en groupe armé, avec un réseau de trafic d'armes. Le groupe également connu sous le nom de Front populaire d'autodéfense en Ituri (FPAC), figure parmi les mouvements qui n'ont pas adhéré au Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, lancé par les autorités congolaises pour mettre fin à la crise qui secoue les provinces de l'Est. On compte aussi le groupe Twirwaneho (défendons nous en langue Banyamulenge), dont le chef, Michel Rukunda, est un militaire de l'armée nationale congolaise mutiné en 2019. Les experts estiment que cet ancien militaire a transformé le groupe en une force de combat militairement coordonnée, représentée et financée au niveau international, même si le groupe figure sur la liste des sanctions de l'Union Européenne. On retrouve aussi un ancien allié du gouvernement, notamment le groupe FRPI, la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri, active dans la province éponyme depuis les années 1990, avec lequel les autorités congolaises avaient signé un accord de paix le 28 février 2020.

Il y a aussi le groupe Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) connu également comme « Chini Ya Kilima », qui tenait déjà des pourparlers avec Kinshasa, et qui en mai 2022 avait exigé devant le gouverneur de l'Ituri, une amnistie de ses membres avant de déposer les armes. Également cités comme membre de la nouvelle alliance, le groupe Force Patriotes pour la Défense du Congo, FPDC.

La constitution de l'AFC soulève de crainte sur le devenir de la RDC. En effet, il s'agit de la couleur du conflit armé qui change. Il y a de quoi craindre que cette rébellion puisse gagner le terrain au détriment de l'armée régulière. La probable victoire de l'AFC serait la conséquence directe des frustrations existantes tant dans la sphère politique du régime que dans le milieu sécuritaire. Une négociation entre le gouvernement congolais et l'AFC serait l'issue la moins coûteuse et moins problématique pour le rétablissement de la paix. Mais dans ce cas, il s'agira de la répétition de l'histoire de l'AFDL de LD Kabila.

La connexion funeste qui existe entre les Etats de la Région des Grands Lacs d'Afrique et le reste du monde, trouve son explication du fait que « (...) les peuples et les groupes qui les constituent seront de plus en plus des acteurs des relations internationales. Ils influenceront les politiques que conduiront les gouvernements sur la scène internationale, même lorsque ceux-ci ne seront pas démocratiques. Cette réalité est mondiale et se caractérise par un « réveil politique global » que Zbigniew Brzezinski caractérise en ces termes : « Pour la première fois dans l'histoire, tout le monde est politiquement en mouvement (*activated*) ». Il n'y a quasiment plus de zone qui ne soit en contact avec la politique globale » (Nicolas Tenzer, 2011). Cette situation nouvelle a des conséquences non seulement sur les États, mais aussi sur leurs relations extérieures. Inversement,

l'enjeu de la manipulation des peuples, par leurs propres gouvernements ou par des puissances étrangères, sera accru, puisqu'elle sera la clé de toute influence efficace.

C'est le cas des Etats-Unis, qui sont à la manœuvre dans le dossier de l'Est congolais, et qui poussent Kinshasa et Kigali à se mettre autour de la table. Le M23 espère bien faire valoir ses revendications de transformation en mouvement politique reconnu par Kinshasa et d'intégration dans l'armée congolaise. Même si le gouvernement congolais a toujours déclaré fermer la porte à toute négociation avec un mouvement qu'il qualifie de « terroriste », la solution politique pour faire baisser la tension dans les Kivu revient sur la table, notamment sous la pression américaine. L'arrimage du M23 à une plateforme politico-militaire pilotée par l'ancien président de la CENI, pourrait permettre à la rébellion de négocier indirectement avec Kinshasa à travers l'« Alliance du fleuve Congo » qui représente un panel plus large de mouvements politiques et militaires. Avec la création de cette plateforme, Nangaa et le M23 font ainsi cause commune pour se repositionner sur l'échiquier politique.<sup>3</sup>

## 2.0 CONCLUSION AND RECOMMANDATION

### Conclusion

La récente réapparition du Mouvement du 23 Mars (M23) en Janvier 2021, après un aussi longue période d'hibernation, a marqué un recommencement de l'histoire tragique des conflits armés en RDC. En 2022, le M23 ont mené des offensives jusqu'aux portes de la ville de Goma. Cette situation a suscité un sentiment d'indignation conduisant les mouvements d'autodéfense communément appelé Wazalendo à reprendre les armes pour combattre le M23. D'un autre côté, l'ancien président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé une nouvelle rébellion en formant la coalition qui regroupe plusieurs mouvements politico-militaires afin de conquérir le pouvoir pour « restaurer la paix ».

Cet état des choses, d'ordre et de désordre qui caractérise la région des Grands Lacs d'Afrique, avec l'intervention des Wazalendo aux côtés de l'armée régulière congolaise et le lancement de la nouvelle rébellion de l'Alliance du Fleuve Congo (AFC), la question fondamentale qui a conduit cette étude était celle de savoir : Comment la présence de Wazalendo et de l'Alliance Fleuve Congo constitue-t-elle une menace à la paix et la sécurité régionale ?

En parcourant les prémisses et l'évolution des conflits armés en RDC, nous nous sommes rendus compte que les causes des conflits armés remontent de la colonisation et s'amplifient par des causes récentes à l'instar des élections, la mauvaise gouvernance, la pauvreté, l'exploitation illicite des ressources naturelles et la faillite de l'Etat.

Face à l'échec des mécanismes juridiques et opérationnels de rétablissement de la paix, et la montée en puissance du Mouvement du 23-Mars, les milices qui auparavant combattaient l'armée régulière se sont joint à l'effort de celle-ci pour combattre le M23. C'est volteface vient après que la RDC ait déclaré l'agression Rwandaise dans sa partie orientale par le canal du M23. Le focus de l'actualité nationale est basé sur les Wazalendo une milice désormais considérée comme mouvement d'autodéfense après son ralliement à la cause gouvernementale.

---

<sup>3</sup>Christophe Rigaud, « RDC : Nangaa s'allie au M23 pour l'après 20 décembre », <https://afrikarabia.com/wordpress/rdc-nangaa-sallie-au-m23-pour-preparer-lapres-20-decembre/>.



Les prouesses réalisées par les Wazalendo sur le champ des opérations ont accrue sa popularité et son enthousiasme auprès de la population qui voit en lui une solution pour le rétablissement de la paix et l'anéantissement de l'ennemie. Cependant, la crainte que nous soulevons dans ce travail, est celle de la répétition de l'histoire. En effet, les alliés d'hier sont les ennemis d'aujourd'hui et l'allié d'aujourd'hui risquerait d'être l'ennemie de demain. Les leaders congolais de tout le temps sont caractérisés par l'inconstance, le manque d'honneur à la parole donnée. Il est possible qu'il puisse exister des accords secrets entre les Wazalendo et le gouvernement congolais. Si ces accords ne sont pas respectés dans la suite de temps, les Wazalendo seront à nouveau diabolisés et considérés comme ennemi du peuple. Cette situation sera à la base du renouvellement du cycle de violence en RDC.

De l'autre côté, la constitution de l'AFC soulève de crainte sur le devenir de la RDC. En effet, il s'agit de la couleur du conflit armé qui change. Il y a de quoi craindre que cette rébellion puisse gagner le terrain au détriment de l'armée régulière. La probable victoire de l'AFC serait la conséquence directe des frustrations existantes tant dans la sphère politique du régime que dans le milieu sécuritaire. Une négociation entre le gouvernement congolais et l'AFC serait l'issu le moins couteux et moins problématique pour le rétablissement de la paix. Mais dans ce cas, il s'agira de la répétition de l'histoire de l'AFDL de LD Kabila.

## BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

- ADF, « Les Wazalendo compliquent encore plus l'amalgame de combattants dans l'Est de la RDC », disponible sur <https://adf-magazine.com/fr/2024/01/les-wazalendo-compliquent-encore-plus-lamalgame-de-combattants-dans-lest-de-la-rdc/>, consulté le 16 Janvier 2024, 19h23.
- BRAECKMAN, C., « La mort de Kabila: nouvelle donne dans la guerre en RDC », in *Politique africaine*, n° 2, 2001.
- CHABAL, P., *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, éd., Economica 1999.
- CHRISTOPHE RIGAUD, « RDC: Nangaa s'allie au M23 pour l'après 20 décembre », <https://afrikarabia.com/wordpress/rdc-nangaa-sallie-au-m23-pour-preparer-lapres-20-decembre/>, consulté le 16 janvier 2024 à 22h15.
- COLLIER, P., ET HOAFFLER, A, « On economic causes of civil war », *Oxford Economic Paper*, Volume 50, 2013.
- CYRIAC, L. F., « Les défis sécuritaires de la reterritorialisation en République Démocratique du Congo (RDC) : Une oscillation inquiétante entre les résultats contestables des tentatives de stabilisation et renouvellement inévitable des crises », in *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, N° 47/48, 2021, pp87-105.
- DE VILLERS, G.. « La guerre dans les évolutions du Congo-Kinshasa », in *Afrique contemporaine*, n° 3, 2006.
- HUGO, P., « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits en Afrique », in *La découverte* n°134, Mars 2009.
- KADONY, M. D., La valeur réelle des élections en République Démocratique du Congo post-démocratisation., in *International Journal of Recent Reacherch in Social Sciences and Humanites (IJRSSHH)*, Vol.7, Issue 1, Janvier-Mars 2020.
- KAYEMBE N.,-E., « La République Démocratique du Congo : Incertitude et turbulence sous le régime du Président Felix Tshisekedi », in *Cahier congolais d'études politiques et sociales*, Revue Semestrielle Avril 2023, p.1-101 (15).
- KENNES, E., « Du Zaïre à la RD du Congo : la vieille termitière terrassée par le vent de la savane », in *Afrika Focus*, vol. 13, 1997.
- KENNES, E., « Le secteur minier au Congo : Déconnexion' et descente aux enfers », in *L'Afrique des Grands Lacs - Annuaire 1999-2000*.
- LE BILLON, P., « Matières premières, violences et conflits », in *Revue tiers Monde* n°174, 2003.
- MARRIAGE, Z., *Formal Peace and Informal War: Security and Development in Congo*, Londres, éd. Routledge, 2013
- MATSANZA A.-G., *L'État au monopole éclaté. Aux origines de la violence en RDC*, Paris, éd., L'Harmattan 2012.
- NANA NGASSAM, R., « La Grande Guerre africaine : une page difficile à tourner pour le Congo », in *Diplomatie magazine* n° 95, novembre 2018

NDIKUMANA, L. ET KISANGANI, E., “The Economics of Civil War: The Case of the Democratic Republic of Congo, In Sambanis, N. et Collier, P., *Understanding Civil War: Evidence and Analysis*, Washington DC, The World Bank, 2005.

ONANA, C., *Holocauste au Congo. L’Omerta de la Communauté internationale : La France complice ?* Paris, L’Arilleur, 2023.

PRUNIER, G., « L’Ouganda et les guerres congolaises », in *Politique africaine*, n°3, 1999.

REYNTJENS F., *La Grande Guerre africaine. Instabilité, violence et déclin de l’État en Afrique centrale*, Paris, éd., Les belles lettres 2012.

TENZER N., *Le Monde à l’horizon 2030. La règle et le désordre*, Paris 2011, éd., Perrin.

TRANCA O., « La diffusion des conflits ethniques : une approche dyadique », in *Études internationales*, vol. 37, n° 4, 2006, pp.501-524.

TREFON, T., “Public Service Provision in a Failed State: Looking Beyond Predation in the Democratic Republic of Congo”, in *Review of African Political Economy*, n° 119, Mai 2009.

TSHIPANGA, M.-K., « Repenser la consolidation de la paix en République Démocratique du Congo. Vues contractées d’en haut et d’en bas », in *Africa Peace Recherche*, n°2, Université of Bradford, 2008.

WILLAME, J.-C., *Banyarwanda et Banyamulege, Violences ethniques et gestion de l’identitaire au Kivu*, Paris, L’Harmattan, 1997.

### License

Copyright (c) 2024 Kayembe Ngubo Emmanuel, Kadony Mamboka Douceur



This work is licensed under a [Creative Commons Attribution 4.0 International License](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).

Authors retain copyright and grant the journal right of first publication with the work simultaneously licensed under a [Creative Commons Attribution \(CC-BY\) 4.0 License](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/) that allows others to share the work with an acknowledgment of the work’s authorship and initial publication in this journal.